



Bureau des installations et travaux
réglementés pour la protection des
milieux
Affaire suivie par BO
Dossier 2025-25 Med

Marseille,

28 FEV. 2025

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société VIERI Serge SAS
de respecter les prescriptions applicables
aux activités d'entreposage, dépollution et démontage de véhicules hors d'usage
pour son installation située sur la commune d'Arles 13200**

Vu le code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation N° 97-137/1-1996 A délivré le 03 juin 1997 à la société VIERI Serges SAS pour l'exploitation d'un dépôt de métaux ferreux et non-ferreux sur le territoire de la commune d'Arles à l'adresse suivante 10 rue Galilée concernant notamment les rubriques 2712, 2713 et 2718 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu les articles 41 et 10 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 5 décembre 2024 ;

Vu l'avis de la sous-préfète d'Arles en date du 21 janvier 2025 ;

Vu la démarche contradictoire menée auprès de l'exploitant ;

Considérant que lors de la visite sur le site d'Arles en date du 26 septembre 2024, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :

- seize véhicules hors d'usage (VHU) étaient empilés (huit fois deux VHU empilés) sans utilisation d'étagères à glissières superposées (type rack). Ce manquement à la réglementation avait déjà été constaté lors de la visite précédente en 2019.
- six VHU non dépollués sont stockés sur un sol perméable (terre).

Considérant l'article 41 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé qui dispose : « L'empilement des véhicules terrestres hors d'usage est interdit, sauf s'il est utilisé des étagères à glissières superposées (type rack). ».

Considérant l'article 10 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé qui dispose : « Le sol des emplacements utilisés pour le dépôt des véhicules terrestres hors d'usage non dépollués, le sol des aires de démontage et les aires d'entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules sont imperméables et munis de rétention. » ;

Considérant que ces constats susvisés constituent un manquement aux dispositions des articles 41 et 10 de l'arrêté ministériel susvisé ;

Considérant que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où : l'empilement de VHU présente un risque important de chute, et que le stockage de VHU non dépollués sur un sol perméable entraîne un risque important de pollution des sols ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société VIERI Serge SAS de respecter les prescriptions des articles 41 et 10 de l'arrêté ministériel susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Madame la secrétaire générale adjointe de la préfecture des Bouches-du-Rhône :

ARRETE

Article 1 -

La société VIERI Serge SAS exploitant une installation de collecte et de tri de déchets de métaux ferreux et non-ferreux sise 10 rue Galilée sur la commune d'Arles est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 41 et 10 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 en stockant ces VHU empilés en rack ou sans empilement, en les stockant sur un sol imperméable ou en cherchant toute autre solution permettant de se mettre en conformité avec la réglementation dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 -

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Marseille, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de **deux mois** à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté, par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Article 4 - Notification et publication

Le présent arrêté sera notifié à la société Vieri Serge SAS et publié sur le site internet de la préfecture des Bouches du Rhône.

Article 5 – Exécution

Madame la secrétaire générale adjointe de la préfecture des Bouches-du-Rhône

Madame la sous-préfète d'Arles

Monsieur le maire de la commune d'Arles

Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement

et toutes les autorités de police et de gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet,
La secrétaire générale adjointe



Marie-Pervenche PLAZA